


**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

**UNIVERSITÉ BOURGOGNE FRANCHE-COMTE  
32 RUE DE L'OBSERVATOIRE  
25000 BESANCON**

 : 03.81.66.50.79  
service.marches@univ-fcomte.fr

**DOSSIER DE CONSULTATION**

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES**

**PROCEDURE ADAPTEE**

**Développement d'alliages de compositions spécifiques  
et réalisations d'essais thermo-physiques**

***Marché n°***

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, prévue par les articles R2123-1 et R2131-12 du code de la commande publique.

**Date limite de réception des offres : Jeudi 22 août 2019 à 12h00 (heure de Paris)**

*Tous les documents doivent être retournés non modifiés, datés, paraphés et signés sous format dématérialisé.*

## Sommaire

<b>SECTION I REGLEMENT DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>3</b>
<b>A - Identification des parties .....</b>	<b>3</b>
1 / Nom et adresse officiels de l'acheteur public .....	3
2 / Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues .....	3
3 / Adresse à laquelle les offres / demandes de participation doivent être envoyées .....	3
<b>B - Objet du marché.....</b>	<b>4</b>
1 / Description / Objet du marché .....	4
2 / Lieu d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation de services.....	4
3 / Variantes.....	4
4 / Quantité à fournir.....	4
5 / Durée ou délai d'exécution.....	4
6 / Délai de garantie .....	5
<b>C - Procédure.....</b>	<b>5</b>
1 / Critère d'attribution .....	5
2 / Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration.....	6
3 / Documents contractuels.....	6
4 / Date limite de réception des offres.....	6
5 / Langue .....	6
6 / Délai de validité de l'offre .....	6
7 / Monnaie de compte .....	6
8 / Livraison des fournitures / exécution des prestations.....	6
9 / Procédure d'admission du matériel .....	7
10 / Aménagement des locaux .....	7
11 / Formation .....	7
12 / Justifications à produire par les entreprises.....	7
13 / L'offre sera remise sous forme .....	9
14 / Procédure en cas d'infructuosité du marché ou prestations complémentaires imprévues.....	9
15 / Pénalités de retard .....	10
16 / Actualisation .....	10
17 / Responsabilités et obligations du titulaire .....	10
18 / Assurance .....	11
19 / Résiliation du marché .....	11
20 / Délai et procédures de voies de recours .....	11
21 / Possibilité de recourir à la négociation .....	11
22 / Dérogations au CCAG .....	12
<b>SECTION II ACTE D'ENGAGEMENT .....</b>	<b>13</b>
1 / Acte d'engagement du candidat .....	13
2 / Modalités de règlement.....	13
3 / Délai maximum de paiement .....	14
4 / Bénéfice de l'avance .....	15
5 / Délai d'exécution .....	15
6 / Documents à retourner par le candidat .....	16

## DOSSIER DE CONSULTATION DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE ADAPTEE

\*\*\*\*\*

### SECTION I – REGLEMENT DE CONSULTATION

#### A. IDENTIFICATION DES PARTIES

##### 1. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ACHETEUR PUBLIC :

Université Bourgogne Franche-Comté  
32 rue de l'Observatoire  
25000 Besançon  
☎ 03.63.08.26.50 - ✉ : [secretariat@ubfc.fr](mailto:secretariat@ubfc.fr)

##### 2. ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES INFORMATIONS PEUVENT ETRE OBTENUES :

###### a) Pour les renseignements administratifs :

Université de Franche-Comté  
A l'attention de : **Amandine Demoulin** – Service Marchés publics - Bureau 115  
1 rue Claude Goudimel  
25030 Besançon Cedex  
☎ 03.81.66.50.79 - ✉ : [service.marches@univ-fcomte.fr](mailto:service.marches@univ-fcomte.fr) (URL): [www.univ-fcomte.fr](http://www.univ-fcomte.fr)

###### b) Pour les renseignements techniques :

Dénomination : **Université de Franche-Comté**  
Institut FEMTO-ST  
Département de mécanique appliquée  
Adresse : 24 rue de l'Épitaphe  
25030 BESANCON Cedex

A l'attention de : **M. Laurent Hirsinger**

☎ : 03.63.08.24.73  
✉ : [laurent.hirsinger@univ-fcomte.fr](mailto:laurent.hirsinger@univ-fcomte.fr)

**Les offres doivent obligatoirement être déposées sur la plateforme Achat Public** à l'adresse suivante : <http://www.achatpublic.com/achat-public/salle-des-marches>. En cas de difficultés merci de contacter le service client au 08.92.23.21.20 ou par mail à l'adresse suivante : [support@achatpublic.com](mailto:support@achatpublic.com)

**La transmission des offres par un autre moyen n'est pas autorisée.**

**B. OBJET DU MARCHE****1 - DESCRIPTION / OBJET DU MARCHE**

Le présent marché public a pour objet **l'élaboration et la caractérisation de poudres d'alliage magnétocaloriques**.

Ce marché ne sera pas alloti car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

- La description précise du besoin ainsi que les quantités figurent dans le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) joint.

Le marché comprend :

- la fourniture des poudres et caractérisation des matériaux.
- la livraison.

Le candidat devra indiquer :

- Les noms et coordonnées du responsable commercial du secteur.

**2 - LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX, DE LIVRAISON DES FOURNITURES OU DE PRESTATION DES SERVICES**

Université de Franche-Comté  
Département de Mécanique Appliquée  
Institut FEMTO-ST  
24 rue de l'Épitaphe  
25030 Besançon Cedex

**3 - LES VARIANTES SERONT-ELLES AUTORISEES ?**

Oui ☐

Non ☒

**4 - QUANTITE A FOURNIR**

1e livraison : 50 g d'alliage par composition en 3 à 4 compositions

2e livraison : Caractérisation de ces 3 à 4 compositions d'alliages

3e livraison : 2,5 kg d'alliage pour une composition à convenir

4e livraison : Caractérisation de l'alliage finale

**5 - DUREE OU DELAI D'EXECUTION**

Le candidat dispose d'un délai de **15 mois (soit 60 semaines) maximum** pour procéder à l'élaboration et caractérisation de poudres d'alliages NiCoMnIn à compter de la notification du marché en respectant les phases suivantes :

- 1<sup>ière</sup> livraisons sous 24 semaines maximum à compter de la notification du marché
- 2<sup>ième</sup> livraison sous 30 semaines maximum à compter de la notification du marché
- 3<sup>ième</sup> livraison sous 48 semaines maximum à compter de la notification du marché
- 4<sup>ième</sup> livraison sous 60 semaines maximum à compter de la notification du marché

## - Délais de base

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations sera stipulé à l'acte d'engagement.

## - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'exécution du marché démarre à compter de la date de réception par le titulaire de la lettre de notification (Avec Accusé de Réception).

## 6 - DELAI DE GARANTIE

Sans objet

## C. PROCEDURE

Mode de passation : **Procédure adaptée** en application du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et prévue par les articles R2123-1 et R2131-12 du code de la commande publique.

## 1 - CRITERES D'ATTRIBUTION

### Jugement des CANDIDATURES

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers. Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il peut décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai de 7 jours francs à compter de la date de réception de la demande. A défaut, le candidat sera éliminé.

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des dispositions de l'article 59 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### Jugement des OFFRES

Toutes les offres qui ne sont pas irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens de l'article 59 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sont classées en fonction des critères et pondérations ci-dessous.

CRITERES	PONDERATION	ELEMENTS D'APPRECIATION
Propriétés fonctionnelles des alliages élaborés (Massifs et poudres)	30%	Historique des élaborations et des propriétés obtenues des alliages du type NiCoMnIn
Qualité des alliages élaborés (massifs et/ou poudres)	30%	Pureté, granulométrie des poudres Précision et répétabilité des températures de transformation Martensitique
Coût de la prestation	40%	

**2- REMISE D'ECHANTILLONS OU DE MATERIELS DE DEMONSTRATION**Oui ☐Non ☒**3- DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives du dossier comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent **dossier de consultation** comportant l'acte d'engagement,
- L'offre sous forme de **devis détaillé** ou de bordereau de prix (DPGF),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le mémoire technique ainsi que les CV des intervenants,
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics Fournitures courantes et services. Le titulaire déclare parfaitement bien connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&dateTexte=&categorieLien=id>

Le marché est rendu exécutoire dès sa notification par le Pouvoir Adjudicateur et les délais courent à cette date. Le titulaire ne doit pas attendre un autre bon de commande pour démarrer l'exécution de la prestation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition

**4- DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES**

**Jeudi 22 aout 2019 à 12h00 (heure de Paris)**

**5- LANGUE**

Les offres et les divers documents et courriers, se rapportant au marché, devront être rédigés en FRANÇAIS.

**6- DELAI DE VALIDITE DE L'OFFRE**

120 jours.

**7 – MONNAIE DE COMPTE**

La monnaie de compte est l'EURO

**8- LIVRAISON DES FOURNITURES / EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les livraisons s'effectueront les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Les prestations de livraison comprendront l'emballage, le transport du matériel sur le lieu d'installation, le déballage, l'évacuation et la destruction des emballages.

Les risques afférents au transport jusqu'aux lieux de livraison incomberont au titulaire.

Le titulaire sera responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, et de chargement.

La date exacte de livraison des prestations sera fixée de commun accord entre la Personne Publique et le titulaire. Le titulaire ou son représentant désigné à cet effet, devra assister à la livraison des prestations.

Les prestations livrées par le titulaire ou son représentant devront être accompagnées d'un bon de livraison établi en deux exemplaires, précisant :

- ✎ La date d'expédition,
- ✎ Les références du marché,
- ✎ L'identification du titulaire,
- ✎ L'identification et les quantités des fournitures livrées.

**La livraison des prestations sera constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bulletin de livraison.**

La Personne Publique effectuera au moment même de la livraison, l'opération de vérification quantitative simple qui ne nécessite qu'un examen sommaire, ayant pour but de constater la conformité des livrables avec les spécifications du marché.

#### **Dommages occasionnés par les livraisons et les installations :**

Le titulaire restera responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements de l'Université : bâtiments, terrains, plantations, installations, etc.....

La Personne Publique se réserve le droit d'exécuter elle-même ou de faire exécuter, au compte du titulaire, la réparation des dommages causés.

### **9 - PROCEDURE D'ADMISSION DU MATERIEL**

Sans objet.

### **10 - AMENAGEMENT DES LOCAUX**

Sans objet.

### **11 - FORMATION**

Sans objet

### **12 - JUSTIFICATIONS A PRODUIRE PAR LES ENTREPRISES**

#### **Fourniture des certificats sociaux et fiscaux**

**Le candidat retenu** produit les pièces prévues aux articles D.8222-5 (candidats établis en France) et D. 8222-7 et 8222-8 (candidats établis à l'étranger) du code du travail et les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Ces documents sont :

- 1/ Concernant les certificats fiscaux et sociaux :

- la copie de la page 3/3 de " l'état annuel des certificats reçus " (imprimé NOT12), établi par le Trésorier Payeur Général du Département (Receveur Général des Finances à Paris)

OU BIEN :

- la copie des certificats fiscaux 3666 dont la situation fiscale des candidats impose la production  
ET

- la copie des attestations URSSAF et/ou des certificats sociaux dont la situation sociale des candidats impose la production (caisse générale, mutualité sociale agricole, caisse maladie obligatoire, caisse vieillesse obligatoire, caisse congés payés).

## 2/ Concernant les pièces mentionnées au du code du travail :

- **si au moment de la remise de l'offre, les certificats sociaux sont datés de 6 mois ou plus :** une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au candidat retenu et datant de moins de 6 mois

ET

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (**K bis**) ou un document équivalent pour les candidats non établis en France ;

OU

- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou un document équivalent pour les candidats non établis en France ;

OU

- un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à la condition qu'y soit mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel ou à tout organisme équivalent pour les candidats non établis en France, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

OU

- un récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription ou un document équivalent pour les candidats non établis en France.

ET

- si le candidat retenu emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce dernier certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles [L. 1221-10](#), [L. 3243-2](#) et [R. 3243-1](#) du code du travail.

- <http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000018520702&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20101001&oldAction=rechCodeArticle>

Conformément à l'article R2143-6 du code de la commande publique, **le non-respect de ce dispositif entraîne le rejet de l'offre.**

- renseigner les imprimés **DC1**, **DC2**, et les joindre à l'offre : les imprimés sont « téléchargeables » en cliquant sur les liens ci-dessous (portail du Ministère des Finances – formulaires pour marchés publics).

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-notification>

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

Les candidats ont également la possibilité de remplir le **DUME** (document unique de marché européen).



Le document unique de marché européen (DUME) **est un formulaire par lequel les entreprises déclarent leur statut financier, leurs capacités et leur aptitude pour participer à une procédure de marché public.**

- Grâce au DUME, les soumissionnaires ont la possibilité de ne plus fournir de justificatifs ni les différents formulaires utilisés auparavant dans le cadre de procédures de passation de marchés publics (DC1 et DC2).

A partir d'octobre 2018, le DUME sera uniquement disponible sous format électronique.

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Dans le cadre de la **règlementation en matière de lutte contre le travail dissimulé**, et conformément aux articles 48 et 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le candidat devra fournir tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, soit une **attestation URSSAF** établissant qu'il s'acquitte de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement de ses cotisations sociales.

**L'Université de Bourgogne Franche-Comté** met à votre disposition la plateforme en ligne **e-Attestations.com** afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**e-Attestations.com** est **gratuite** et vous permettra d'y déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par **L'Université de Bourgogne Franche-Comté** durant l'exécution de vos marchés.

Les **fournisseurs étrangers** ne sont pas concernés et doivent envoyer des attestations équivalentes avec une traduction officielle.

### 13- L'OFFRE SERA REMISE SOUS FORME

- de **devis détaillé** exprimé en Euros.

*Il devra respecter l'ensemble des prescriptions indiquées par l'Université et indiquer le délai de livraison ou d'exécution des prestations qui ne peut être supérieur à la durée prévue au point B 5.*

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation y compris la livraison et l'installation du matériel.

- d'un **mémoire technique** comportant des références dans des prestations similaires.

### 14 – PROCEDURE EN CAS DE DECLARATION SANS SUITE DU MARCHE OU PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES IMPREVUES.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'utilisation d'un marché négocié en application des articles R2122-2 et R2122-4 du code de la commande publique lorsque :

- Aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrit.
- Seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R2144-7 ou des offres inappropriées au sens de l'article L2152-4 du code de la commande publique, auront été présentées.

Les conditions initiales du marché public ne devront pas être substantiellement modifiées

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires dans la limite définie par l'article R2122-4 1° du code de la commande publique.

## 15 – PENALITES DE RETARD

### PENALITES DE RETARD

#### ➤ Pénalités pour retard de livraison :

Lorsque le délai contractuel, éventuellement prolongé dans les conditions prévues au CCAG FCS, est dépassé par le titulaire, celui-ci encourt à compter du jour suivant l'expiration du délai et après mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard seront calculées de la façon suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

**P** = montant de la pénalité

**V** = valeur de règlement des prestations en retard ou valeur de règlement de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

**R** = le nombre de jours de retard

En cas de résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

## 16 – ACTUALISATION

Conformément à l'article R2112-11 du Code de la commande publique, ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Le prix sera actualisé selon l'indice insee correspondant à la prestation.

## 17 - RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations.

Il est entièrement responsable du personnel qu'il met à disposition de l'Université pour effectuer les prestations. Ce personnel doit être qualifié.

Le titulaire doit notamment enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurités générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par la Personne Publique et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'un document délivré par son entreprise.

En conséquence, le titulaire s'engage à respecter (et à faire respecter à son personnel) le secret le plus absolu concernant les informations et documents auxquels il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du marché.

Il prend toutes les dispositions adoptées par les professionnels en la matière, pour assurer la sécurité, la neutralité, la qualité de ses services et la protection des différentes informations.

Le titulaire sera également responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée par ses agents ou le transporteur sur les équipements de l'Université (bâtiments, terrains, plantations, etc...).

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de

prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics. Conformément à l'article 5.1 du CCAG FCS.

## 18- ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

## 19 – RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié selon les dispositions du chapitre VI du CCAG/FCS.

Outre les cas de résiliation prévus aux articles 29 à 34 du CCAG/FCS, l'établissement peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoyée en recommandé avec accusé de réception) si après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, les manquements aux obligations du marché n'étaient pas corrigés ou respectés.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'après la résiliation du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées.

## 20- DELAI ET PROCEDURES DE VOIES DE RECOURS

- **Référé pré contractuel** (article L.551-1 du code de justice administrative) jusqu'à la date de signature du marché.
- **Référé contractuel** (articles L 551-13 à L 551-16 du code de justice administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.
- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché.
- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée.

**Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :**

Tribunal administratif  
30 rue Charles Nodier  
25000 Besançon  
Téléphone : 03.81.82.60.00  
Mail : [greffe.ta-besancon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-besancon@juradm.fr)

## 21– POSSIBILITE DE RECOURIR A LA NEGOCIATION

L'Université de Bourgogne Franche-Comté se réserve le droit d'entamer une phase de négociation avec un ou plusieurs des candidats ayant proposé une offre. Cette négociation est écrite (courrier postal)

ou courrier électronique), et respecte l'égalité de traitement des candidats, dès lors que deux ou plusieurs offres amènent des solutions susceptibles de répondre à l'objet de la consultation de manière comparable.

L'Université de Bourgogne Franche-Comté se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres irrégulières ou inacceptables pourront participer à la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La négociation est menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats. A cet effet, les aménagements apportés en cours de négociation au besoin initialement identifié sont communiquées à tous les candidats retenus pour négocier.

Si cette procédure ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché tels, notamment, l'objet du marché ou les critères de sélection des candidatures et des offres, elle laisse à l'acheteur public la possibilité de déterminer librement par la négociation le contenu des prestations et l'adaptation du prix aux prestations finalement retenues.

## **22 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.**

Les dérogations aux C.C.A.G.- Fournitures courantes et services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Article 15 – Pénalités de retard.

## SECTION II – ACTE D'ENGAGEMENT

**Nom, prénom et qualité du signataire :**

- ☐ Agissant pour mon propre compte.  
☐ Agissant pour le compte de la société - *Indiquer le nom, l'adresse :*  
☐ Agissant pour le compte de la personne publique candidate - *Indiquer le nom, l'adresse :*

OU, s'il s'agit d'un groupement

- ☐ Agissant en tant que membre du groupement

☐ Groupement solidaire

☐ groupement conjoint

*Identifier chacun des membres du groupement en indiquant le nom, l'adresse :*

Indiquer le nom et l'adresse du mandataire désigné pour représenter l'ensemble des membres du groupement et coordonner les prestations

**VARIANTES / OPTIONS (Le candidat remplit un imprimé pour chaque variante ou option et donne les précisions ci-dessous)**

Cet acte d'engagement :

- ☐ Correspond à la solution de base unique de la consultation ;  
☐ Correspond à une ou des option(s) ;  
☐ Correspond à une ou des variante(s).

Préciser laquelle ou lesquelles :

Identification de la personne morale de droit public qui passe le marché :

**Monsieur le Président de l'Université Bourgogne Franche-Comté**

Pouvoir adjudicateur :

- ☒ Collectivités territoriales, établissements publics : le signataire,  
☒ est le représentant de la collectivité ou de l'établissement, compétent pour signer le marché

Désignation et téléphone de la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du code des marchés publics :

**Monsieur le Président de l'Université Bourgogne Franche-Comté**

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :

**Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Bourgogne Franche-Comté**  
**32 avenue de l'Observatoire**  
**25000 Besançon**

**1 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT**

Nom, prénom et qualité du signataire :

Adresse professionnelle et téléphone :

Après avoir pris connaissance du présent dossier de consultation et des documents qui y sont mentionnés, je m'engage à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées au prix indiqué sur le devis annexé au présent acte d'engagement.

Cette offre, exprimée en euros, porte sur : *(rayer les mentions inutiles)*

☐ Développement d'alliages de compositions spécifiques et réalisations d'essais thermo physiques.

■ Montant de l'offre

Montant hors TVA<sup>(1)</sup> .....

Taux de la TVA<sup>(2)</sup> .....

Montant TTC<sup>(3)</sup> .....


## 2 – MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement sera réalisé selon les modalités suivantes :

- **Une avance de 15%** sera accordée au candidat si celui-ci en fait la demande dans l'acte d'engagement. Une facture devra être envoyée au service des marchés à la suite de la notification par courrier recommandé.
- **Un acompte de 25% sera versé à la suite de la première livraison** (50g d'alliage par composition) - L'avance éventuellement versée au candidat sera entièrement récupérée sur cet acompte.
- **Un acompte de 25% sera versé à la suite de la deuxième livraison** (Caractérisation de ces compositions d'alliages)
- **Un acompte de 25% sera versé à la suite de la troisième livraison.** (2.5kg d'alliage pour une composition à convenir)
- **Le solde de (25%) sera versé à la suite de la quatrième livraison** (Caractérisation de l'alliage final)

Après service fait validé par la délivrance d'un procès-verbal d'admission, le cas échéant le titulaire fera parvenir à la Personne Publique une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché.

Les factures seront établies en un original et deux copies.

- **Les factures seront détaillées et devront impérativement rappeler les mentions ci-après :**
  - Le nom ou la raison sociale du titulaire.
  - Le cas échéant, le numéro SIREN ou SIRET ; la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers.
  - Le numéro et l'intitulé du marché.
  - Le cas échéant, le lot concerné
  - Les prestations livrées (nature et quantité).
  - Le lieu de livraison des prestations, la composante ou le service de l'Université concerné.
  - Le cas échéant, les références (date et numéro) du bon de commande correspondant.
  - La date de livraison des prestations.
  - Les prix correspondants (HT, TVA et TTC).
  - Tout rabais, remise, ristourne ou escompte appliqué.

<sup>(1)</sup> Le montant est indicatif si le marché comporte des prix unitaires.

<sup>(2)</sup> Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l'acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d'identification au titulaire avant la date de facturation.

**IMPORTANT :**

Les factures ne comportant pas ces mentions **seront rejetées et retournées à leur auteur** pour être établies selon les règles de la Comptabilité Publique.

Le montant de la somme à régler est arrêté par la Personne Publique. Cette dernière peut rectifier la facture en fonction notamment de l'avance consentie.

Le titulaire adresse les factures directement au service acheteur, tel qu'indiqué sur le bon de commande.

**Compte à créditer – joindre un relevé d'identité bancaire ou postal**

Numéro :

Banque :

Centre de chèques postaux de :

Trésor public :

◆ ***Merci de joindre impérativement un RIB.***

**3- DELAI MAXIMUM DE PAIEMENT - TAUX DES INTERETS MORATOIRES**

L'Administration se libérera des sommes dues par mandat administratif et virement au compte du titulaire.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 10 à 12 du C.C.A.G. - F.C.S., et dans un délai global de paiement de trente jours à compter de :

- la date de réception des factures au service financier de la ou des composante(s) concernée(s)
- ou de la date de fin d'installation du matériel si la facture est antérieure à cette date.

Lorsqu'il est imputable à l'Administration, le dépassement du délai global de paiement fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché à compter du jour suivant l'expiration de ce délai dans les conditions prévues à l'article 183 du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale Européenne à des opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à 40.00 euros.

**4- BENEFICE DE L'AVANCE**

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée dans les conditions réglementaires prévues à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, en cas de marché dont le montant est supérieur à 50 000.00HT et dans la mesure où l'exécution est supérieure à 2 mois. Cette avance sera payée sur présentation d'une facture correspondant à son montant, le remboursement de l'avance s'effectuera selon les modalités prévues à l'article R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

☐ je ne renonce pas au bénéfice de l'avance

☐ je renonce au bénéfice de l'avance

Dans le cas où une avance serait déjà accordée à l'entreprise au sein des modalités de règlement, le pouvoir adjudicateur ne tiendra pas compte de cet article.

**5 – DELAI D'EXECUTION**

- Je m'engage à livrer le matériel en .....mois ou en .....semaines à compter de la réception de la notification du marché qui vaut bon de commande.

Le marché prendra effet à la date de sa notification, il est conclu pour la durée d'exécution des prestations.

**6 - DOCUMENTS A RETOURNER PAR LE CANDIDAT COMPLETES, DATES ET SIGNES**

<i><b>A fournir par le candidat</b></i>	<i><b>Fournis par l'Université de Bourgogne Franche-Comté</b></i>
Le bordereau de prix, ou le devis détaillé.	Le présent dossier de consultation (pages 1 à 16) incluant l'acte d'engagement.
Les documents administratifs indiqués au point 13. <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'extrait du Kbis</li> <li>- RIB</li> <li>- Attestation d'assurance</li> </ul>	Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
L'ensemble des documents fiscaux demandé.	Les documents administratifs indiqués au point 13. <ul style="list-style-type: none"> <li>- DC1 / DC2 (ou DUME)</li> </ul>

**A** , le

**Cachet et signature de l'entreprise**